

Transferts d'armes au Moyen-Orient : qui arme qui et pourquoi ?

Par **Cédric POITEVIN**, Chargé de recherche au GRIP

21 mars 2008

Résumé

Le Moyen-Orient est, depuis longtemps, une priorité stratégique et économique pour les puissances internationales qui s'y impliquent de différentes manières : négociations politiques, accords commerciaux ou encore investissements divers.

Les transferts d'armes représentent une autre facette de cette implication. Depuis la fin de la Guerre froide, le Moyen-Orient est une des régions du monde qui a importé le plus d'armements. En effet, l'approvisionnement militaire de la région semble être une réponse automatique des puissances étrangères aux défis auxquels leurs alliés locaux doivent faire face.

Sur les cinq dernières années, la région a concentré plus d'un cinquième des importations mondiales, principalement en raison des achats effectués par 5 États : les Émirats arabes unis, Israël, l'Égypte, l'Iran et l'Arabie saoudite.

Du côté des exportateurs, les contrats sont également conclus par un petit nombre de pays. Les États-Unis, qui comptent pour la moitié des exportations, fournissent les pays du CCG et Israël. Ils sont suivis par les États membres de l'Union européenne dont les armes ont généralement les mêmes destinations. Enfin, les transferts de la Russie et la Chine se dirigent vers les pays délaissés par Washington et Bruxelles.

Abstract

The Middle East has long been a strategic priority for economic and international powers who get involved in different ways: political negotiations, trade agreements or various investments.

Arms transfers represent another facet of this involvement. Since the end of the Cold War, the Middle East is one of the leading recipients of the world armaments. Indeed, military supplies to the region appear to be an automatic response of foreign powers to the challenges that face local allies.

Over the past five years, the region has concentrated more than a fifth of world imports, mainly due to purchases made by 5 states: the United Arab Emirates, Israel, Egypt, Iran and Saudi Arabia.

Among the exporters, contracts are also concluded by a small number of countries. The United States, which account for half of all exports, provide the GCC countries and Israel. It is followed by member states of the European Union whose arms have generally the same destinations. Finally, Russian and Chinese transfers are channelled to countries abandoned by Washington and Brussels.

1. Quel Moyen-Orient ?

Aux fins de cette étude, l'expression « Moyen-Orient » se rapporte aux 15 pays suivants : l'Arabie saoudite, le Bahreïn, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Irak, l'Iran, Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Oman, le Qatar, la Syrie, le Yémen et les territoires administrés par l'Autorité palestinienne.

Cette délimitation permet de dresser un ensemble cohérent aux niveaux stratégique et politique, aspects prépondérants dans l'analyse des transferts d'armement.

Nous avons exclu de notre analyse la Turquie qui est de facto tournée vers l'Europe. Candidate à l'adhésion à l'Union européenne (UE), Istanbul est surtout membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN). Elle fait, par conséquent, partie du système de défense mutuelle élaborée par l'Alliance.

Les pays du Maghreb, la Mauritanie et la Libye (qui, joints au Moyen-Orient, forment le « Proche-Orient » fréquemment utilisé dans la littérature anglo-saxonne) ne sont pas considérés ici étant donné qu'ils font partie d'un ensemble régional répondant à des dynamiques stratégiques et politiques différentes.

Enfin, d'un point de vue pratique, la délimitation adoptée est également utilisée par les sources sur lesquelles cette étude se base : à savoir, le SIPRI Yearbook, publié chaque année par le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) et les rapports annuels d'exportation d'armes établis par l'Union européenne.

2. Un enjeu majeur, une instabilité chronique

Depuis plus d'un siècle, le Moyen-Orient est l'objet des convoitises des puissances mondiales, dont l'impérieux besoin en ressources énergétiques a fait de la région un enjeu stratégique majeur.

Des rivalités coloniales aux guerres du Golfe en passant par la Guerre froide, les acteurs de la lutte d'influence régionale ont souvent changé : les anciennes puissances coloniales européennes, les États-Unis et la Russie ont désormais été rejoints par le Japon et la Chine, puissances montantes de l'Asie du Nord-Est, ainsi que par des acteurs régionaux comme l'Iran qui profite des mutations géopolitiques locales pour s'affirmer.

Pourtant, l'enjeu demeure toujours le même : le contrôle des formidables ressources naturelles de la région, chaque acteur tentant de modifier la donne politique et économique afin de tirer un meilleur profit du gaz et surtout du pétrole du Moyen-Orient et de sécuriser les routes d'approvisionnement.

Une autre constante régionale est l'instabilité politique qui se nourrit non seulement des ambitions énergétiques mondiales mais aussi des rivalités entre États de la région.

Ainsi, le conflit israélo-palestinien alimente l'hostilité entre l'État hébreu et les pays musulmans. Par ailleurs, l'Iran et la Syrie, considérés comme des « États voyous » par les États-Unis, se trouvent en opposition avec les autres pays du Moyen-Orient ainsi qu'une grande partie de la communauté internationale. À côté de cela, le chaos sécuritaire irakien nuit à l'ensemble des pays du Moyen-Orient qui seront, à terme, obligés de trouver un terrain d'entente pour stabiliser un pays dont l'effondrement pourrait avoir de lourdes conséquences à l'échelle régionale.

Cette combinaison de l'importance stratégique et économique de la région et de son instabilité chronique explique pourquoi les grandes puissances s'y impliquent tellement cherchant ainsi tant à asseoir et/ou à améliorer leur position au Moyen-Orient qu'à favoriser leurs alliés régionaux. Cette implication étrangère peut prendre de multiples visages : accords commerciaux et de coopération en tous genres (technologie, culture, économie, etc.), coopération au développement, investissements divers (notamment dans la rénovation d'infrastructures énergétiques), etc.

Toutefois, ici plus que partout ailleurs dans le monde, l'approvisionnement militaire semble être une réponse automatique des puissances étrangères aux défis auxquels leurs alliés doivent faire face. En effet, pas une semaine ne s'écoule sans que la presse internationale n'annonce une livraison d'armes américaines à l'Arabie saoudite, une signature par telle monarchie du Golfe d'un contrat pour des avions de combats ou encore la réception par Téhéran de systèmes russes de défense anti-aérienne.

Cette note d'analyse se propose d'aller au-delà de ces effets d'annonce pour exposer les lignes de force et les tendances de fond de la « militarisation » du Moyen-Orient. La première partie, qui se base sur les données les plus récentes fournies par le SIPRI, analyse les dépenses militaires des États de la région et comment celles-ci s'insèrent dans les dépenses mondiales. La deuxième partie présente les tendances générales en matière de transferts d'armes vers le Moyen-Orient.

3. Des dépenses militaires en forte reprise

3.1. Dans le monde...

Après la fin de la Guerre froide, les dépenses militaires mondiales ont connu une chute drastique jusqu'à atteindre leur point le plus bas en 1996 (831 milliards de dollars pour 1 093 milliards en 1988)¹.

Les 1 158 milliards de dollars dépensés en 2006 représentent une hausse de 3,5% par rapport à l'année précédente mais surtout une progression de 39,4% par rapport à 1996, témoignant que la période de contraction post-guerre froide est bel et bien révolue et qu'un nouveau cycle d'augmentation des dépenses est désormais en cours.

Le niveau élevé des dépenses militaires mondiales est incontestablement lié au comportement des États-Unis. En effet, la superpuissance américaine a dépensé en 2006 près de 529 milliards de dollars (45,7% du total mondial) bien loin devant son dauphin britannique avec plus de 59,2 milliards de dollars (5,1%). En fait, entre 1996 et 2006, les dépenses de Washington ont augmenté de 55%, ce qui en fait le principal moteur de l'augmentation mondiale.

3.2. ...et au Moyen-Orient

Bien que toutes les régions du monde (Afrique, Amérique, Asie et Océanie, Europe et Moyen-Orient) sont affectées par la hausse des dépenses militaires depuis 1996, c'est au Moyen-Orient que l'augmentation est la plus spectaculaire (+78,1%), principalement à cause des efforts entrepris par l'Arabie saoudite (29 541 millions USD, soit +122,1% par rapport à 1996) et, dans une moindre mesure, par Israël (11 737, soit +35,4%) et l'Iran (10 453, soit +270%). Si l'on excepte le Koweït (-0,3%) et le Liban (+2,5%), tous les pays de la région ont augmenté leurs dépenses militaires d'au moins 30% par rapport à 1996.

La hausse spectaculaire des budgets militaires des pays de la région est principalement dû aux monarchies du Golfe et à l'Iran qui ont, durant les années 90, accru leurs dépenses pour faire face à la menace posée par le régime de Saddam Hussein. Par la suite, la montée en puissance de Téhéran, favorisée par l'enlèvement américain en Irak, a maintenu la pression sur les pays du Golfe qui ont persévéré dans la hausse de leurs dépenses militaires.

Sécurité...

En 2006, les pays du Moyen-Orient ont dépensé 72,5 milliards de dollars ce qui représente une augmentation de 2,8% par rapport à 2005. Les trois États les plus dépensiers ont été, dans l'ordre, l'Arabie saoudite (29,5 milliards de dollars, soit 40,7% du total régional), Israël (11,3 milliards, soit 15,6%) et l'Iran (9,8 milliards, soit 13,5%).

Les dépenses militaires de la région représentent 6,28% du total mondial. C'est davantage qu'en 1996 (4,9%) et cela devrait augmenter dans les années à venir étant donné les incertitudes qui pèsent sur la région : quelle sera l'issue du contentieux entre la communauté internationale et l'Iran à propos de son programme nucléaire ? Plus largement, quelle sera la nouvelle place de Téhéran dans la région et comment

1. Les chiffres présentés dans ce chapitre proviennent de la base de données établie par le SIPRI : http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_database1.html Conformément à la nomenclature utilisée par l'institut suédois, tous les montants relatifs aux dépenses militaires y sont donc exprimés en dollars des États-Unis aux prix et taux de change de 2005. « Le SIPRI inclut dans sa définition des dépenses militaires toutes les dépenses de personnel (salaires, pensions et services sociaux du personnel civil et militaire), d'acquisition d'équipement, de recherche et développement, d'opérations et de maintenance, de construction d'infrastructures, d'activités spatiales militaires, et d'assistance militaire à l'étranger engagées par les ministères de la défense ainsi que par les agences gouvernementales engagées dans des projets militaires ». Voir L.MAMPAEY, *Dépenses militaires et transferts internationaux d'armements conventionnels. Compendium 2008*, Rapport du GRIP à paraître.

Riyad y fera face ? Quelle sera l'avenir des territoires palestiniens ? Enfin, est-ce que l'Irak implosera et quelles en seront les conséquences pour ses voisins ?

Par ailleurs, le Moyen-Orient demeure la région du monde où les dépenses militaires occupent la plus grande place : depuis 1997 et jusqu'en 2005, elles représentent quelques 6% du produit intérieur brut (PIB) des États considérés, les plus gros pourcentages étant observés à Oman (11,9%), en Israël (9,8%), en Arabie saoudite (8,2%) et au Yémen (7%).

... pétrole...

Par ailleurs, si, sur le long terme, les budgets militaires croissent ou décroissent en fonction des impératifs sécuritaires et économiques nationaux, il apparaît que les dépenses au Moyen-Orient suivent, à plus brève échéance, les variations des revenus pétroliers, qui permettent de remplir les caisses des pays du Golfe et de financer leurs politiques. Cela explique notamment pourquoi la hausse a été plus modérée en 2006, le cours du baril ayant chuté durant le second semestre, que l'année précédente (+2,8% en 2006, contre +12% en 2005)².

...et stabilité interne

Outre les besoins sécuritaires et le cours du baril de brut, un troisième facteur doit être pris en compte pour expliquer le niveau élevé des budgets militaires des pays de la région. Dans la plupart des États de la péninsule arabique, les autorités ont souvent tendance à utiliser les forces armées et de police afin de pérenniser et légitimer leur pouvoir. En effet, en maintenant des effectifs importants et que de nombreux experts présentent comme inefficaces, les élites ont créé de véritables réservoirs d'emplois et des instruments de renforcement des réseaux d'allégeances et de fidélités. Ce système, qui fournit un emploi et un moyen de subsistance à de nombreux citoyens, permet vraisemblablement de calmer certaines formes de contestation sociale, tout en renforçant la loyauté des forces armées au régime en place.

Manque de transparence

Enfin, une dernière caractéristique du Moyen-Orient est le manque de transparence et de contrôle démocratique et/ou parlementaire des budgets militaires, même si de grandes différences existent d'un État à l'autre. Ainsi, le Qatar ne fournit aucune information publique. Israël, une des seules démocraties de la région, a rendu public une petite partie de son budget militaire (2%) pour la première fois en 2006. L'Iran fournit des données partielles. Enfin, dans la plupart des monarchies du Golfe, les décisions se prennent dans le cercle restreint des familles royales et les informations ne filtrent que rarement³.

4. Les transferts d'armes

4.1. Dans le monde...

La fin de la Guerre froide a entraîné une réévaluation qualitative et quantitative des transferts internationaux d'armements conventionnels⁴. Qualitativement, le marché est passé d'un cloisonnement en deux entités, chacune centrée autour d'une des deux superpuissances, à une dynamique régionale basée sur les enjeux sécuritaires propres à chaque sous-ensemble. Quantitativement, cette redéfinition du commerce de l'armement a été accompagnée d'un net déclin de la valeur des transactions effectuées.

2. *SIPRI Yearbook 2007. Armaments, disarmaments and international security*, SIPRI, Oxford University Press, 2007, p.295.

3. *Ibidem*, p.296.

4. Ce chapitre utilise les statistiques des transferts d'armes réalisées par le SIPRI : <http://armstrade.sipri.org> (accès en janvier 2007).

Les légères différences entre les totaux exprimés dans les deux tableaux de ce chapitre s'expliquent par l'arrondissement des chiffres présentés dans la base de données du SIPRI. Ces données portent sur les « livraisons effectives d'armements conventionnels majeurs ». Bien que les statistiques de l'institut suédois soient d'une très grande rigueur et reconnues internationalement, elles doivent néanmoins être utilisées avec précaution, et cela pour deux raisons. D'une part, « les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance établis par le SIPRI établis selon une grille de prix propre au SIPRI et exprimée en dollars aux prix et taux de change de 1990 » (il est donc impossible de les comparer avec le PIB d'un État ou encore avec les rapports annuels d'exportation nationaux ou émanant de l'Union européenne). D'autre part, « les statistiques du SIPRI concernent les 'armements conventionnels majeurs' (major conventional weapons) répartis en 7 catégories : aéronefs, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles, navires et moteurs. Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères, de petit calibre et les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI ».

Toutefois, cette baisse au niveau mondial s'est accompagnée d'une hausse importante des importations effectuées par de nombreux pays en développement.

Avec l'Asie de l'Est, le Moyen-Orient est une des régions du monde à avoir importé le plus d'armes depuis la chute de l'Union soviétique.

Entre 1994 et 1997, la reprise du marché avait notamment pour cause la première guerre du Golfe et s'était matérialisée d'une part, par d'importantes livraisons américaines aux membres de la coalition qui avait participé au conflit et, d'autre part, par un rééquipement important des pays du Golfe afin de faire face au régime de Saddam Hussein qui avait survécu à la guerre.

Les transferts internationaux d'armement ont ensuite connu une nouvelle baisse jusqu'en 2002 qui a été l'année connaissant les valeurs les plus basses depuis 1960. Par la suite, ils ont repris une courbe ascendante jusqu'en 2006 qui représente une hausse de 59,4% par rapport à 2002 (26 765 milliards de dollars en 2006 pour 16 796 en 2002).

Durant la période 2002-2006, les 5 principaux pays exportateurs mondiaux ont été, dans l'ordre, les États-Unis (30,1% du total mondial), la Russie (28,9%), l'Allemagne (8,6%), la France (8,3%) et le Royaume-Uni (4,2%). Il faut descendre à la dixième place de ce classement pour trouver un État du Moyen-Orient : Israël, principal et quasiment unique exportateur de la région (1 673 millions de dollars, soit 1,5% du total)⁵. Relevons, à titre indicatif, que la somme des exportations des 25 États membres de l'Union européenne⁶ excède légèrement le résultat des États-Unis avec 31% du marché mondial⁷.

Il s'agit d'une tendance de fond : depuis 50 ans, la liste des principaux exportateurs est restée stable alors que celle des principaux importateurs fluctue souvent, notamment en fonction des besoins stratégiques et des impératifs économiques des pays concernés.

Le classement mondial des importateurs entre 2002 et 2006 présente un tout autre visage que celui des exportateurs et est dominé par la Chine (14 609 millions de dollars, soit 13,7% du total mondial), l'Inde (10 152 millions, soit 9,5%), la Grèce (7 243 millions, soit 6,9%) et les Émirats arabes unis (7 048 millions, soit 6,6%). Trois autres pays du Moyen-Orient figurent parmi les 10 premiers : Israël, l'Égypte et l'Iran.

4.2. ...et au Moyen-Orient

Répartition par importateur des transferts vers le Moyen-Orient

Sur la période 2002-2006, le Moyen-Orient représente plus d'un cinquième des importations mondiales (tableau 1)⁸. Après une période de tassement des importations régionales durant la première moitié des années 90, celles-ci sont reparties à la hausse parallèlement à la détérioration de la situation régionale, tendance qui est particulièrement perceptible à partir de 2004.

Les importations du Moyen-Orient sont principalement effectuées par 5 États (les Émirats arabes unis, Israël, l'Égypte, l'Iran et l'Arabie saoudite) qui représentent plus de 83% du total régional et qui ont concentré leurs achats sur du matériel lourd (avions de combat, bateaux, etc.) et sur le renforcement de leurs capacités balistiques⁹.

5. Plusieurs autres pays de la région ont des capacités de production d'armement. Toutefois, leurs exportations demeurent anecdotiques en comparaison du volume des transferts mondiaux. Ainsi, entre 2002 et 2006, la Jordanie a exporté pour 70 millions de dollars, le Liban pour 45 millions, l'Arabie saoudite pour 36 millions, les Émirats arabes unis pour 34 millions et l'Iran pour 13 millions. Selon le SIPRI, l'ensemble des exportations des pays de la région compte pour 2.058 millions de dollars, soit à peine 1,93% du total mondial. Si l'on ne tient pas compte des chiffres d'Israël, le Moyen-Orient ne représente pas un demi-pourcent des exportations mondiales.

6. Dans cette étude, la Bulgarie et la Roumanie ne sont pas incluses dans l'Union européenne, ces pays ayant adhéré à l'Union en janvier 2007.

7. Toutefois, ce chiffre doit être tempéré car environ un tiers des exportations des États membres de l'UE sont de nature intra-communautaire et ne sont donc de véritables exportations de l'UE considérée comme une entité unique. Si l'on exclut ce type de transferts, l'Union reste néanmoins le troisième exportateur mondial sur la période 2002-2006.

8. Les chiffres des 3 dernières années sont légèrement sous-évalués étant donné l'absence de données fournies par le Qatar de 2004 à 2006 et du Yémen en 2006.

9. A propos de l'acquisition de missiles à longue portée par les pays du Moyen-Orient, voir *SIPRI Yearbook 2007*, p.399-402.

Tableau 1 : Les importateurs d'armements conventionnels majeurs du Moyen-Orient, 2002-2006
(en millions de dollars aux prix et taux de change de 1990)

	2002	2003	2004	2005	2006	Total
Emirats arabes unis	208	734	1 348	2 320	2 439	7 049
Israël	325	292	845	1 092	994	3 548
Egypte	676	576	542	740	538	3 072
Iran	538	439	377	327	891	2 572
Arabie saoudite	549	159	941	148	148	1 945
Yémen	592	40	314	308		1 254
Jordanie	122	300	200	32	117	771
Oman	31	23	41	100	406	601
Irak	0	0	47	161	195	403
Koweït	18	49	0	21	107	195
Bahreïn	58	6	10	54	60	188
Syrie	19	46	19	7	9	100
Qatar	12	12				24
Liban*	3	0	1	1	11	16
Autorité palestinienne	0	0	0	0	0	0
Moyen-Orient	3 151	2 676	4 685	5 311	5 915	21 738
%	18,6	13,9	21,6	23,7	22,1	20,3
Monde	16 899	19 181	21 648	22 407	26 786	106 921

Note : Les chiffres fournis pour le Liban concernent tant les importations d'armes effectuées par le gouvernement que celles du Hezbollah.

Bien que ce classement soit conforme aux tendances des années précédentes, quelques remarques s'imposent. Riyad a abandonné sa traditionnelle première place principalement parce que la période 2002-2006 aurait correspondu à une phase d'absorption des importations réalisées les années précédentes par le royaume saoudien qui a dû, par ailleurs, faire face à quelques difficultés financières. Toutefois, depuis 2005, les achats militaires de l'Arabie saoudite ont repris de plus belle avec la négociation de plusieurs contrats de très grande importance¹⁰. Cela explique pourquoi, sur la période 2002-2006, la première place lui a été ravie par les Émirats arabes unis qui ont acquis de très grandes quantités d'armements lourds (dont des navires et des avions de combats).

Par ailleurs, si les volumes d'importations enregistrés par Israël et l'Égypte sont conformes aux années précédentes, la progression des transferts vers l'Iran s'explique par la combinaison de sa montée en puissance en tant que puissance régionale et de son encerclement stratégique par des pays alliés de Washington.

Ces importations iraniennes, bien qu'en hausse, demeurent cependant loin des sommets atteints depuis de plus nombreuses années par Israël et les monarchies du Golfe. En outre, Téhéran, à qui les marchés américains et européens sont désormais fermés¹¹, dépend presque exclusivement de Moscou et Pékin (96% de ses importations en 2002-2006) et de fournisseurs marginaux comme la Corée du Nord, le Belarus et l'Ukraine.

10. Ainsi, en 2006, l'Arabie saoudite a passé des contrats d'importation d'armements pour une valeur de 3,2 milliards de dollars, ce qui la place en troisième position mondiale derrière le Pakistan et l'Inde.

11. L'Iran est sous le coup d'un embargo de la part des États-Unis depuis 1979. Si l'Union européenne n'a pas adopté de telles mesures, ses exportations vers Téhéran se sont réduites à peu de chagrin depuis le début de la crise internationale concernant le programme nucléaire iranien en 2002.

A l'exception d'Israël, aucun des pays de la région ne dispose d'une industrie de l'armement capable de produire des systèmes d'armement développés en quantité suffisante¹². Pour cette raison, la région demeure tributaire de l'extérieur (tableau 2).

Répartition par exportateur des transferts vers le Moyen-Orient

Tableau 2 : Principaux exportateurs vers le Moyen-Orient, 2002-2006
(en millions de dollars aux prix et taux de change de 1990)

	Etats-Unis	Union européenne	Russie	Chine	Autres	Total
CCG*	4 406	5 219			331	10 002
Arabie saoudite	566	1 355			25	1 946
Emirats arabes unis	3 076	3 685			287	7 048
Autres CCG	764	179		46	19	1 008
Israël	3 269	277				3 546
Egypte	2 461	390		176	55	3 071
Iran		6	2 000	475	91	2 572
Yémen		36	1 052		167	1 255
Jordanie	246	360		8	157	771
Irak	63	131	68		143	405
Syrie			35		65	100
Liban	1				15	16
Total M-O	10 446	6 460	3 155	705	973	21 739

* CCG est l'acronyme du Conseil de coopération du Golfe qui est une organisation régionale regroupant 6 États de la péninsule arabique : l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar.

Les États-Unis : des transferts stratégiques

Pour des raisons stratégiques et énergétiques, les États-Unis sont depuis longtemps le principal exportateur vers le Moyen-Orient¹³. Cela s'est confirmé en 2002-2006, période pendant laquelle 32% des exportations américaines ont eu cette région pour destination. Parallèlement, 48% de l'ensemble des importations du Moyen-Orient proviennent de Washington.

Toutefois, les transferts américains sont inégalement répartis entre les pays de la région. En effet, un tiers d'entre eux vont vers Israël, leur principal allié stratégique dans la région qui, outre ces transferts, bénéficie d'aides supplémentaires allouées dans le cadre d'autres programmes militaires des États-Unis. Grâce notamment à ces transferts réguliers, Israël dispose depuis maintenant des décennies d'une avance technologique militaire considérable sur les autres pays de la région, ôtant ainsi, en principe, toute perspective que l'un d'entre eux ne se lance dans une guerre contre l'État hébreu.

Les accords de paix passés par l'Égypte et la Jordanie avec Israël ont joué en la faveur de ces deux pays qui, forts de leurs alignement sur les États-Unis, reçoivent une aide massive, notamment matérialisée par des transferts d'armements, de la part de la superpuissance.

Enfin, près de la moitié des exportations des États-Unis au Moyen-Orient sont destinées aux pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG), une communauté économique créée en 1981 avec leur soutien. Ces États, au premier rang desquels l'Arabie saoudite, revêtent une importance stratégique majeure pour Washington car leur stabilité et leur fidélité lui assurent un approvisionnement en hydrocarbures et une sécurisation des routes commerciales du Golfe persique. En outre, ce partenariat stratégique lui est

12. En effet, bien que la presse internationale fasse grand cas des « avancées technologiques » de l'Iran dans la production de systèmes d'armes développés, ils sont, pour la plupart, de conception chinoise, russe ou nord-coréenne et dépendent fortement de composants importés. Selon le SIPRI, « le peu de produits entièrement locaux utilise une technologie basique ou n'est produit qu'en petite quantité, probablement à des fins de propagande ». Voir *SIPRI Yearbook 2007*, p.396-397.

13. Pour plus d'informations sur le sujet, voir C.PAILHE, *Les transferts militaires des États-Unis vers le Moyen-Orient – La politique pyromane de Washington*, Rapport du GRIP, à paraître.

nécessaire pour contrer les puissances régionales hostiles (l'Irak après la Guerre froide et maintenant, l'Iran depuis la chute du régime de Saddam Hussein).

La répartition des exportations américaines vers le Moyen-Orient découle d'une vision stratégique cohérente de la région basée sur deux lignes de force : le soutien de son allié israélien et la sécurisation des approvisionnements en hydrocarbures grâce au partenariat avec les pays du CCG, le tout permettant de maintenir le statu quo régional qui lui est favorable. Accessoirement, l'imbrication des intérêts stratégiques et économiques des États-Unis permet d'assurer, via ces transactions, de plantureux bénéfices aux sociétés d'armements américaines qui peuvent écouler leur production vers un marché solvable et en demande constante.

Il y a, cependant, deux objections majeures au raisonnement de Washington. D'une part, armer aussi lourdement ses alliés ne fait qu'encourager les autres pays de la région à faire de même, afin de ne pas se laisser distancer dans la course à l'armement. D'autre part, comme l'illustre l'exemple de la révolution iranien de 1979, les alliances se font et se défont alors que les armes demeurent : l'ami d'aujourd'hui pourrait, à l'avenir, retourner ces armes contre les États-Unis ou ses alliés au Moyen-Orient.

L'Union européenne, quand l'aspect économique prend le pas sur le stratégique

Les exportations des États membres de l'Union européenne représentent presque 30% du total pour le Moyen-Orient¹⁴. A première vue, la répartition des destinations de ces transferts correspond à celle observée pour les livraisons de Washington. Pourtant, il existe de profondes différences entre les deux entités.

Ainsi, au contraire des États-Unis, l'UE n'est pas un ensemble politique homogène. Les exportations de ses États membres ne se font pas en fonction d'une ligne directrice stratégique, et encore moins d'une politique étrangère commune. Chaque industrie nationale de l'armement a ses intérêts propres qui entrent parfois en concurrence avec ceux des sociétés basées dans d'autres États membres.

En outre, les exportations des pays de l'Union sont régulées par un Code de conduite relativement restrictif par rapport aux standards mondiaux mais qui demeure non contraignant dans l'immense majorité des États membres¹⁵.

Étant donné l'atomisation des décisions politiques en la matière au sein de l'UE, Bruxelles ne peut utiliser ses exportations comme un instrument important de sa politique étrangère, comme le fait Washington. Par conséquent, l'aspect économique des transferts a tendance à prendre le pas sur des considérations d'ordre stratégique.

Cela ne veut pourtant pas dire que les États membres de l'UE vendent des armes à n'importe quel pays. Au contraire, comme le montre le cas du Moyen-Orient, ils exportent plus ou moins vers les mêmes pays que les États-Unis, moyennant quelques différences significatives.

Si la Syrie et l'Iran sont sous embargo américain depuis de nombreuses années, ces États ne font (durant la période étudiée) l'objet d'aucune mesure similaire de la part des pays européens ou de l'UE¹⁶. Pourtant, entre 2002 et 2006, les exportations européennes vers ces pays ont été quasiment inexistantes, ce qui laisse à penser que, malgré l'absence d'une ligne directrice européenne commune structurée, il existe une vision du monde plus ou moins partagée par les États membres.

Les pays du CCG représentent 80,7% des transferts européens vers le Moyen-Orient (pour seulement 42,2% des exportations américaines). Cette place prépondérante n'est pas étonnante : les dirigeants des monarchies du Golfe entretiennent des relations cordiales avec les pays occidentaux et disposent, surtout

14. A l'échelle mondiale, le marché européen des exportations d'armements est dominé par quelques pays issus principalement de la partie occidentale de l'UE. Ainsi, durant la période étudiée, 93,7% des exportations européennes ont été le fait de 6 pays : la **France** (4854 millions USD, soit 75,1% du total de l'UE), l'**Allemagne** (525 millions USD, soit 8,1%), le **Royaume-Uni** (433 millions USD, soit 6,7%), la **Belgique** (88 millions USD, soit 1,3%) et l'**Autriche** (81 millions USD, soit 1,2%). Cette tendance se vérifie aussi au Moyen-Orient.

15. Le texte du Code de conduite de l'UE en matière d'exportations d'armes est disponible sur <http://www.grip.org/bdg/g1608.html>

16. Depuis décembre 2006, l'UE a transposé dans sa législation les sanctions successives prises à l'encontre de l'Iran par le Conseil de sécurité des Nations unies.

durant les périodes de hausse des prix des hydrocarbures, d'énormément de liquidités qu'ils sont souvent enclins à investir dans des contrats d'armements. Dès lors, cette combinaison parfaite de santé financière et de bonne entente stratégique fait de ces pays des destinations idéales pour les exportations européennes.

Une autre différence intéressante est la place d'Israël dans les exportations européennes (4,2% du total de la région) par rapport aux exportations américaines (31,3%). En effet, bien que l'État hébreu soit un pays ami des États membres de l'UE, la relation qui les unit est loin d'être aussi forte que celle nouée avec Washington. De plus, les exportations vers Israël font souvent débat au sein de l'UE, principalement pour des raisons de respect de droits humains par les forces de sécurité israéliennes, de sécurité interne et de stabilité régionale¹⁷.

La Russie, vers les pays délaissés par Washington et l'UE

Les exportations russes se concentrent principalement vers les pays délaissés par les États-Unis et l'UE, principalement l'Iran, le Yémen et la Syrie. Les liens avec les deux derniers États représentent une continuation de la politique menée par l'Union soviétique. Téhéran, pour sa part, a eu, ces dernières années, de plus en plus recours à la Russie qui profite ainsi de l'espace laissé vacant par l'UE et les États-Unis pour armer un pays en forte demande. À l'avenir, il faudra voir dans quelle mesure la prolongation de la confrontation avec la communauté internationale et le durcissement des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies vont influencer ces exportations.

D'une manière générale, au Moyen-Orient comme ailleurs, Moscou poursuit, depuis le début des années 90, une politique d'exportation très active et cherche à diversifier au maximum ses clients acquéreurs. Une partie de l'explication tient au fait que son industrie de la défense, ne pouvant compter sur des grosses commandes internes, est majoritairement tributaire de ses exportations. Par ailleurs, la trop grande dépendance envers ses deux principaux clients (la Chine et l'Inde représentaient 65% des exportations russes en 2006) et le peu d'investissements effectués ces dernières années en recherche et développement poussent Moscou à se tourner vers de nouvelles destinations, parmi lesquelles on compte les États qui, à l'instar de l'Iran et la Syrie, sont exclus des exportations américaines et européennes¹⁸.

Dans les années à venir, Moscou pourrait bénéficier de la volonté de certains pays du CCG, comme l'Arabie saoudite, de diversifier leurs sources d'importations. C'est dans cette optique qu'il faut comprendre la visite du président russe Vladimir Poutine à Riyad en 2007. Il reste cependant à voir s'il s'agit d'une réorientation significative des importations saoudiennes ou si Riyad entend par cette manœuvre titiller Washington, son allié et exportateur privilégié depuis des années.

La Chine et les autres

Les autres exportateurs, au premier rang desquels on trouve Pékin, ne comptent que pour 7,7% du volume des transferts vers le Moyen-Orient. La technologie chinoise est particulièrement appréciée par l'Iran qui peut ainsi obtenir ce que d'autres lui refusent, notamment des systèmes de missiles.

À ce propos, les récents progrès et acquisitions de Téhéran en matière de missiles ainsi que son programme nucléaire particulièrement ambigu doivent être envisagés en regard du jeu d'alliance des pays de la région avec les grandes puissances internationales. En effet, l'Iran, privé de la technologie militaire occidentale, dispose de forces armées conventionnelles sous-équipées par rapport à ses rivaux qui sont Israël et les monarchies du Golfe. Étant donné l'impossibilité actuelle de moderniser ses capacités conventionnelles, l'acquisition de missiles balistiques et l'obtention de l'arme atomique permettrait d'une certaine manière d'« égaliser » à moindre coût le rapport de force régional.

17. En 2006, les États membres de l'UE ont accordé 610 licences d'exportation d'armes vers Israël pour plus de 127 millions d'euros. Ils ont également refusé 27 licences (soit près de la moitié des refus pour le Moyen-Orient) invoquant à 18 reprises le 2ème critère du Code de conduite (risque que le bien exporté ne serve à la répression interne), à 19 reprises le 3ème critère (risque que le bien exporté ne soit utilisé afin de provoquer ou de prolonger des tensions ou des conflits existants dans le pays de destination finale) et à 17 reprises le 4ème critère (risque que le bien exporté soit utilisé de manière agressive contre un autre pays ou pour faire valoir par la force une revendication territoriale).

18. L.MAMPAEY, *op.cit.*

Parmi les autres pays qui ont effectué des exportations vers le Moyen-Orient entre 2002 et 2006, l'Ukraine (432 millions USD), la Corée du Nord (70 millions USD) et le Belarus (43 millions USD) alimentent l'Iran, le Yémen et la Syrie tandis que les autres pays de la région ont bénéficié de transferts en provenance d'Afrique du Sud (108 millions USD), d'Australie (50 millions USD), du Canada (28 millions USD) et de Libye (24 millions USD).

4. Conclusion

Prolongation du conflit israélo-palestinien, chaos sécuritaire en Irak, programme nucléaire iranien, instabilité du Liban, ... Les perspectives politiques actuelles au Moyen-Orient n'incitent pas à l'optimisme. La persistance de l'instabilité politique combinée à l'augmentation de la demande mondiale d'un pétrole en voie de raréfaction, devrait vraisemblablement renforcer les tendances actuelles.

Ainsi, il est vraisemblable que les États de la région continueront d'augmenter leurs dépenses militaires ainsi que leurs importations d'armements principalement en provenance des États-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et de la Chine.

Au cœur de cette course à l'armement, s'entrecroisent des intérêts propres à chaque acteur. Les pays du Moyen-Orient cherchent à s'armer pour se protéger de leurs voisins qui n'ont pas d'autre choix que d'emboîter le pas tandis que, pour les grands exportateurs mondiaux, la région combine plusieurs avantages : elle est solvable et paie à prix comptant les armes achetées ce qui permet aux grands exportateurs de faire coup double en contentant leur industrie de l'armement et en affermissant leurs relations avec leurs alliés régionaux, sécurisant ainsi leurs approvisionnements énergétiques.

Dans ce contexte, cette course à l'armement ne pourra se terminer d'elle-même mais seulement en adressant tous les problèmes politiques majeurs du Moyen-Orient dont, avant d'être la cause, elle n'est finalement qu'un symptôme.

* * *

Avec le soutien de la



Wallonie

© 2008, GRIP - Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

70 rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles - Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33 - Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

La reproduction des informations contenues sur ce site est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et du nom de l'auteur.
Reproduction of information from this site is authorised, except for commercial purposes, provided the source and the name of the author are acknowledged.
